



Développement de la politique

La Direction générale du développement de la politique comprend une Direction de l'analyse politique et stratégique et une Direction de l'analyse économique et commerciale qui, par l'intermédiaire du directeur général, sont chargées d'offrir à la haute direction des avis sur l'orientation globale de la politique étrangère canadienne et de s'occuper des grandes questions exigeant une coordination entre diverses directions générales. Les analyses effectuées portent sur une gamme étendue de questions commerciales, économiques et politiques. La Direction générale coordonne la contribution du Canada aux débats sur les questions politiques lors des sommets économiques, et elle aide les services ministériels dont les attributions se rattachent au Commonwealth et à la Francophonie à préparer la position du Canada sur les dossiers politiques examinés lors des réunions au sommet de ces organisations. Elle prépare souvent les discours des ministres ou des hauts fonctionnaires du Ministère sur les principaux thèmes de la politique étrangère. Des consultations sur les grands courants internationaux ont lieu, lorsque l'occasion se présente, avec les décideurs d'autres pays.

Les principales activités de l'année ont été notamment la conclusion des évaluations gouvernementales de l'incidence de l'ALE, la seconde moitié d'une série de séminaires destinés aux cadres supérieurs du Ministère et portant sur les défis futurs de la politique étrangère, et la préparation d'analyses et de cahiers de documentation exhaustifs sur la politique étrangère au lendemain des élections fédérales générales. La Direction générale a contribué considérablement au programme politique du Sommet économique de Toronto et a collaboré à la préparation de la réunion du GATT tenue à Montréal dans le cadre de l'Uruguay Round ainsi qu'au Sommet sur l'environnement de La Haye. Elle a en outre coordonné l'organisation et le suivi d'une grande session d'étude sur la politique étrangère, qu'a présidée M. Clark au début du nouveau mandat du gouvernement; coordonné la contribution du Ministère au discours du Trône et à une série de séances d'information qui portaient sur la politique étrangère et le commerce extérieur et s'adressaient aux comités du Cabinet; préparé des déclarations et des discours pour le Premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le ministre du Commerce extérieur et le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures; mené des consultations de planification des politiques avec un certain nombre de pays; et fait des tournées de conférences au Canada.

Gestion du Ministère

La Direction générale de la gestion centrale a coordonné les plans et objectifs de la haute direction de manière que les ressources du Ministère soient utilisées en fonction des priorités du gouvernement et compte tenu de l'actuel climat de restrictions financières et de réduction des effectifs.

En 1988-1989, la Direction générale a poursuivi l'exécution du Plan de gestion à long terme qui oblige le Ministère à se départir de 262 années-personnes et à renoncer à 25 millions de dollars sur une période de quatre ans, dans le cadre de la réduction de la fonction publique fédérale. Les éléments suivants du Plan ont été achevés : une série de revues visant à réduire le nombre de gestionnaires par rapport à l'effectif relevant de leur autorité, des mesures concernant la réduction de la taille des missions à l'étranger, ainsi qu'un examen global du programme ministériel de subventions et de contributions.

En outre, le Ministère a obtenu les fonds dont il a besoin pour mettre en oeuvre le COSICS (voir ci-après), et il a entrepris ce projet de bureautique et de télématique. L'automatisation et les systèmes implantés pour faciliter l'exécution des programmes d'immigration et d'échanges commerciaux permettront d'accroître l'efficacité et la productivité.

L'affectation des ressources est restée une tâche difficile dans le cadre de l'actuel programme de compressions. Dans l'ensemble, le Ministère n'a reçu de nouvelles ressources que pour ses grands projets prioritaires tels que la décentralisation de l'exécution du programme d'aide de l'ACDI et la mise en oeuvre de l'ALE.

La Direction générale a effectué plusieurs analyses de l'utilisation des ressources et des besoins, ainsi que de la réaffectation possible des ressources à l'intérieur du Ministère : une étude sur la rationalisation des déplacements du personnel (un examen des économies possibles), six études de «faire ou faire faire» destinées à trouver des méthodes plus efficaces et à évaluer diverses solutions, y compris la privatisation. D'importantes évaluations des ressources humaines ont été menées à terme concernant Washington, Alger, Milan, Rome, Paris, New Delhi, Djakarta, Canberra, Sydney et Melbourne, ainsi que les directions générales géographiques à l'administration centrale. Bien que certaines ressources aient été redéployées à partir de ces missions, la conclusion générale était que la plupart sont indispensables à la conduite des relations internationales du Canada et à l'exécution de ses programmes à l'étranger. On a procédé à des évaluations du programme d'aménagement des locaux, du réseau WIN Exports, des services consulaires, de l'exécution du programme d'aide, de la décentralisation de la gestion et d'un projet pilote fédéral-provincial de copropriété.